

**BOUIRA**

# Un cadre de la DEFP jette un pavé dans la mare

**Se sentant lésé dans ses droits, un cadre de la DEFP vient d’adresser une lettre au wali de Bouira dans laquelle il fait part de certains agissements de son directeur jugés contraires à la réglementation.**

Dans cette lettre dont une copie nous été a été remise avec tout un dossier comprenant les preuves de ses affirmations, un certain nombre de griefs retenus contre ce directeur sont énumérés. A commencer par la distribution des 5 logements de fonction affectés à la DEFP. D’après ce cadre, le directeur a octroyé ces logements à des employés ayant déjà bénéficié de logements dans le cadre du service ou dans le cadre du LSP. Pire, ajoute-t-il dans sa correspondance, certains cadres de la DEFP ont même utilisé les moyens matériels et humains des centres de formation de la wilaya pour la rénovation de ces logements. Cela, pendant que d’autres fonctionnaires comme lui, pourtant plus anciens et plus nécessaires, ne cessent de recourir à des locations.

L’autre grief retenu contre ce directeur concerne l’octroi des frais de mission à un gardien stagiaire reconverti, selon les termes utilisés dans la correspondance, sans aucune décision administrative, au poste de chauffeur. Ce dernier, avec la complicité du directeur, remarque ce cadre, a bénéficié, pendant les années 2007 et 2008, de frais de mission mirobolants (73 600 DA selon les copies des mandats de paiement en notre possession).

Dans le chapitre des marchés publics, le cadre de la DEFP cite celui de la literie au profit du CFPA de Sour-El-Ghozlane. Ledit marché, d’un montant de 1 291 680 DA, a été attribué à un fournisseur bien qu’il ne soit pas le moins offrant et ne possède pas le profil requis pour un tel contrat. Vendeur en détail de vêtements et chaussures, la facture de ce fournisseur a été

rejetée par le contrôleur financier pour «incompatibilité avec la raison sociale».

Après ce rejet, un changement de registre du commerce a été opéré par ce fournisseur, mais, malgré cela, constate ce cadre, les procès-verbaux d’ouverture et d’évaluation se retrouvent antdatés par rapport à l’existence de l’activité de ce fournisseur.

L’un des marchés des plus douteux, que ce cadre ait relevé, concerne le marché de VRD à l’annexe CFPA de Zbarbar. Ce marché d’un montant de 10 967 699,11 DA, conclu avec l’entreprise SNC N., a été résilié le 26 juin 2006 au tort exclusif de l’entreprise, qui s’est vue défalquer une somme de 1 690 223,36 DA du montant total.

Or, malgré cette résiliation, cette même entreprise se voit régulariser pour le même marché avec un PV de réception définitive daté du 18/02/2008 et la main levée sur la caution de garantie enregistrée sous le n°10/2008 alors qu’elle porte la date du 30/03/2007.

Enfin, et tout en rappelant le favoritisme qui caractérise l’octroi de ces marchés en parlant d’une entreprise qui accapare de presque tous les marchés de la DEFP, parce qu’un membre de la commission est le frère de cet entrepreneur, le cadre de la DEFP évoque une autre atteinte à la réglementation. Il s’agit de l’acquisition d’un véhicule utilitaire au profit du CFPA d’Aghbalou.

En lieu et place, le directeur achète un véhicule touristique qu’il utilise à des fins personnelles et, entre-temps, il affecte un véhicule de marque Kangoo acquis auprès du ministère au CFPA d’Aghbalou. Le cadre en question rappelle

que tous ces agissements ont été effectués avec la complicité de certains chefs de bureau.

**Le directeur récuse ces accusations et parle de futilités**

Ayant pris attache avec le directeur afin qu’il réponde à ces accusations, celui-ci s’est montré dans un premier temps réticent en parlant de futilités avant de nous répondre point par point avec, par moments, des registres qu’il nous montre pour justifier telle ou telle affirmation de sa part.

Ainsi, et concernant les 5 logements de fonction affectés dernièrement à 3 chefs de service, un inspecteur et un chauffeur, le directeur dira que le logement affecté au chauffeur a été le fait du wali. La proposition émanait de lui, mais c’est le wali qui signe l’arrêté d’affectation de ces logements aux cadres et autres fonctionnaires.

Concernant les frais de mission ainsi que la reconversion du gardien en chauffeur, le directeur dira que la réglementation permet de signer une décision interne pour muter n’importe quel agent vers un autre poste.

Cela étant, et concernant les frais de mission qui avoisinent les 100 000 DA cités dans la correspondance adressée au wali, le directeur nous montrera les frais de mission de ce chauffeur pour l’année 2009 qui n’ont pas dépassé les 4 000 DA, en nous disant que les frais de mission pour une seule année ne peuvent dépasser les 10 000 DA. Là, nous ouvrons une parenthèse pour rappeler que dans le dossier qui nous a été remis, il est question d’un mandat de paiement des frais de mission pour ce chauffeur pour le mois de juin 2009 et qui est de l’ordre de 9 300 DA. Pourquoi ce mandat n’a pas été comptabilisé par le directeur lorsqu’il nous montre les frais de mission de ce chauffeur pour l’année 2009 ? Nous ne le savons pas. Concernant les marchés

publics, objets de reproches, le directeur dira que le marché de la literie de Sour-El-Ghozlane a été fait selon les règles et que la commission était souveraine en rappelant que la direction du commerce a donné son quitus pour l’octroi du marché à la SNC N., après examen des codes et le rapport d’analyses effectués par la commission. En outre, il rappelle que la commission évalue les prototypes d’une manière anonyme sans connaître le propriétaire du produit.

Par ailleurs, et pour le cas du VRD du CFPA de Zbarbar, le directeur nous montre dans le bilan des activités de 2005, le rapport qui faisait état de la réception définitive du marché VRD Zbarbar sans aucune réserve en date du 24/05/2005, soit avant son arrivée à Bouira. Enfin, pour le marché portant achat du véhicule utilitaire, le directeur réfute ces accusations en rappelant que le véhicule utilitaire a été acquis pour le CFPA d’Aghbalou.

Pourtant, dans le dossier en notre possession et tel que rapporté par le cadre dans sa correspondance, en prenant par exemple le cas du CFPA Zbarbar, la décision de résiliation du marché VRD CFPA Zbarbar est datée du 26 juin 2006 et signée, tenez-vous bien, par ce même directeur. Plus que ça, la décision de la main levée pour cette même entreprise et pour le même projet est signée par le même directeur en date du 30 mars 2007 mais enregistrée sous le n°10/2008 (?!).

En tout état de cause, seule une enquête en bonne et due forme pourra à coup sûr déterminer les degrés de responsabilité dans cette mauvaise gestion qui caractérise la DEFP de Bouira. Et le cadre de la DEFP qui a soulevé ces irrégularités se dit prêt à apporter tous les éclaircissements possibles aux enquêteurs et même à la justice si cette dernière venait à se saisir d’office.

Y. Y.

**MOSTAGANEM**

## Une mère tue le bébé de sa fille âgée de 14 ans

Une jeune adolescente de 14 ans en venant témoigner à la salle d’audience dans cette session criminelle en cours a pris une revanche sur sa jeunesse flouée par sa propre mère.

La fille 14 ans, avec sa sœur aînée, 20 ans, s’adonnaient à la prostitution sous la contrainte de leur mère, âgée de 56 ans. Mais, un jour la petite adolescente voit sa vie se transformer en cauchemar, elle s’aperçoit qu’elle est enceinte.

Le nouveau-né n’est pas le bienvenu dans cette famille, puisque après l’accouchement la mère l’étrangla et le dissimula dans un sac en plastique puis le déposa au grenier.

L’odeur de décomposition du cadavre parvint aux voisins qui alerteront la gendarmerie. Celle-ci, lors de la perquisition du domicile, découvrit le corps du nouveau-né.

A la barre, la mère nie les faits qui lui sont reprochés malgré les PV de l’instruction et les témoignages de ses filles. Le représentant du ministère public a requis la prison à perpétuité, mais après les délibérations, elle s’en tire à bon compte ; elle est condamnée à 10 de prison ferme.

## Arrestation du cerveau des vols de voitures du Dahra

Recherché dans tout le territoire national, le cerveau du gang de malfaiteurs qui volaient des voitures et les revendaient en pièces détachées a été enfin arrêté ; il est natif de Achaâda et âgé seulement de 26 ans. Il a dénoncé deux autres complices qui ont été aussitôt arrêtés. Cette bande est composée de huit individus. Ils ont tous été écroués à la prison de Sidi Ali.

## Une jeune fille se jette dans un puits

Une jeune fille âgée de 26 ans et demeurant dans la localité de Oued El- Kheir, qui s’est vu refuser une sortie du domicile parental par ses deux frères, a choisi de mettre fin à ses jours en se jetant dans un puits de 25 m de profondeur.

Elle est morte sur le coup. Son corps a été repêché par les éléments de la Protection civile et transporté à l’hôpital pour autopsie. La gendarmerie de Oued El-Kheir a ouvert une enquête.

A. Bensadok

**OUM-EL-BOUAGHI**

## Les habitants de la cité An-Nasr saisissent le wali

Des dizaines d’habitants de la cité An-Nasr du centre-ville d’Oum-El-Bouaghi se sont manifestés pour saisir les autorités locales. Dans une lettre adressée par les plaignants, dont notre journal détient une copie, ils demandent leur intervention rapide pour mettre fin à leur calvaire. En effet, il y est mentionné le manque d’éclairage public, ce qui présente un danger pour leurs familles, notamment les lève-tôt. Dès la tombée de la nuit, beaucoup de malfaiteurs s’adonnent à la consommation de barbituriques et autres psychotropes. Toujours selon ces habitants, leur quartier a tendance à devenir un lieu privilégié de rencontres douteuses et demandent l’intervention des services de sécurité.

**AÏN-BEÏDA**

## Un projet de bureau de poste en chantier depuis 2 ans

Cela se passe au niveau de la cité Saïdi-Djemoi, le quartier le plus peuplé de la cité des Haracta. Un bureau de poste, trop exigu pour contenir les usagers habitant ce quartier, est démolí pour être remplacé par une agence plus spacieuse. Comble de l’ironie, après la démolition, les lieux sont restés dans un état de chantier abandonné au grand dam des citoyens.

Durant une visite de travail de M. Bessalah, ministre de la Poste et des Nouvelles technologies de l’information et de la communication, le problème a été soulevé par nos soins et les responsables locaux du secteur n’ont trouvé comme échappatoire que des contraintes techniques. Des délais impartis sont donnés aux responsables pour parachever les travaux ; malheureusement depuis, plus rien n’est entrepris.

Les habitants de ce quartier s’inquiètent pour les enfants scolarisés juste à côté de ce fossé profond de 3 m et sans aucune clôture, ce qui présente un danger permanent pour leur progéniture, notamment à l’approche de la saison des grandes pluies qui feront de ce chantier une piscine à ciel ouvert.

## Pour usage d’arme de service, six mois de prison avec sursis pour un agent de police

Les faits remontent au mois d’août de l’année en cours lorsque le policier en état d’ébriété a fait usage de son arme de service contre deux individus avec lesquels il s’est disputé. L’affaire est passée devant le tribunal de Aïn-Beïda et le juge le condamna à 4 ans de prison ferme assortis d’une amende de 200 000 DA. L’affaire est portée en appel au niveau de la cour d’Oum-El-Bouaghi où l’inculpé écope de 6 mois de prison avec sursis.

Moussa Chtatha

**GUELMA**

# Travail des enfants : les métiers de la débrouille

**La wilaya de Guelma n’a pas été épargnée par la conjoncture économique qui a eu des retombées négatives sur le marché local de l’emploi ; on cite, à titre d’exemple, l’agonie de ses complexes industriels (Sogedia, Sonacome et Ceramic) qui a engendré une perte considérable de postes d’emploi.**

Ainsi, plusieurs pères de familles nécessiteuses ont encouragé leurs enfants même scolarisés à entrer dans une vie active précoce. Ils sont contraints d’exercer des activités qui nuisent à leur développement mental et physique parce leur survie et celle de leur famille en dépendent. Les opportunités sont

nombreuses et d’accès relativement facile surtout dans le secteur informel actuellement florissant, qui offre aux enfants un emploi précaire et sous-payé.

Ces innocents arrachés à leur enfance choisissent les petits métiers qui les font basculer le plus souvent vers la délinquance ; ils survivent en vendant des cigarettes ou des chewing-gums, préparent des boureks, travaillent au noir dans les pizzerias et les restaurants. En milieu semi-urbain, ils prolifèrent aux bords des routes nationales, pour proposer aux automobilistes des fruits et légumes de saison en s’exposant à tous les dangers de la circulation.

Enfin, ils se livrent à la mendicité, un «business» lucratif pour certaines personnes parmi les abandonnées, les répudiées, et les veuves, qui exploitent leurs propres enfants comme mendiants,

qui arpentent les rues de la ville. Ils font partie de notre décor quotidien, nous les côtoyons dans tous les coins.

En plus des conditions socio-économiques défavorables auxquelles sont confrontées de larges couches de la population guelmie, il y a aussi la déscolarisation précoce, due à l’échec scolaire qui fait du travail la préoccupation majeure de l’enfant. La législation en vigueur et la scolarisation obligatoire n’ont pas réussi à endiguer ce fléau. L’exploitation de ces pauvres innocents interpelle les consciences de tous les partenaires sociaux, qui doivent faire de la lutte contre ce phénomène une priorité afin de briser le mur d’apathie et d’indifférence qui l’entoure.

Didine G.